

[> Temps de travail](#)

## L. 1271-5

LOI n°2023-171 du 9 mars 2023 - art. 19 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour les emplois dont la durée de travail n'excède pas trois heures par semaine au cours d'une période de référence de quatre semaines, l'employeur et le salarié qui utilisent le chèque emploi-service universel sont réputés satisfaire aux obligations mises à la charge de l'un ou de l'autre par les articles [L. 1242-12](#) et [L. 1242-13](#), pour un contrat de travail à durée déterminée, et [L. 3123-6](#), pour un contrat de travail à temps partiel, ou par les articles [L. 741-2](#) et [L. 741-9](#) du code rural et de la pêche maritime.

L'obligation prévue à l'article [L. 1221-5-1](#) du présent code ne s'applique pas aux emplois mentionnés au premier alinéa du présent article.

Pour les emplois de durée supérieure, un contrat de travail est établi par écrit.

## L. 1271-6

ORDONNANCE n°2015-682 du 18 juin 2015 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un autre moyen de paiement peut être utilisé en remplacement ou du titre spécial de paiement, dans la limite des interdictions de paiement en espèces fixées par les articles [L. 112-6](#) à [L. 112-8](#) du code monétaire et financier.

## L. 1271-7

LOI n°2015-1776 du 28 décembre 2015 - art. 56

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les prestations sociales obligatoires ou facultatives ayant le caractère de prestations en nature destinées à couvrir tout ou partie du coût des services mentionnés au B de l'article [L. 1271-1](#) peuvent être versées sous la forme de titre spécial de paiement.

## L. 1271-8

ORDONNANCE n°2015-682 du 18 juin 2015 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes morales de droit public peuvent acquérir des titres spéciaux de paiement préfinancés, dans les conditions prévues à l'article [L. 1271-12](#), à un prix égal à leur valeur libératoire augmentée, le cas échéant, d'une commission.

### service-public.fr

- > Particulier employeur : contrat de travail du salarié à domicile : Définition et mise en œuvre du CESU (L1271-1 à L1271-3), rémunération (L1271-4 et L1271-6)
- > Cesu déclaratif ou Cesu préfinancé : quelles différences ? : Utilisation du Cesu préfinancé, définition et mise en œuvre du CESU (L1271-1 à L1271-3), rémunération (L1271-4 et L1271-6)
- > Paye du salarié à domicile employé par un particulier : Indemnisation des congés payés dans le cadre du Cesu (principe)
- > Accueil familial d'une personne âgée et/ou handicapée (accueillant familial) : Utilisation du chèque emploi service universel (Cesu) pour déclarer l'accueillant familial (articles L1271-1 à L1271-2)
- > Un particulier employeur peut-il payer son salarié avec un Cesu préfinancé ? : Utilisation du Cesu préfinancé
- > Particulier employeur : à quoi sert le Cesu déclaratif et comment y adhérer ? : Définition et mise en œuvre du CESU (L1271-1 à L1271-3), rémunération (L1271-4 et L1271-6)

## Section 2 : Dispositions financières.

## L. 1271-10

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le chèque emploi-service universel, lorsqu'il a la nature d'un titre spécial de paiement, est émis par des organismes et établissements spécialisés ou les établissements, mentionnés à l'article [L. 1271-9](#), qui ont été